



# Tous les doutes sont permis !

## Préalable du SNJ au CSE

De l'entre-soi tout simplement.

Comment qualifier autrement les nouvelles nominations à l'information de France Télévisions ?

La directrice de la rédaction remplace le directeur de France Info, prié d'aller s'occuper de "l'innovation" après l'affaire de la Riviera à Gaza. Cette même directrice de la rédaction est à son tour remplacée par la directrice éditoriale de la rédaction. Et pour diriger France Info TV... le directeur de l'information rappelle un ancien chef de service de France Télévisions (connu pour son management brutal à l'époque) passé depuis par LCI et Arte. Vous suivez ? Nommer des proches pour réformer France Info ne nous surprend pas, mais pour quel projet, c'est là que le bât blesse.

Le directeur de l'information Alexandre Kara avait promis du changement, on va attendre... Et la bascule du 6 juin sur le canal 16 de la TNT semble tout à coup devenir l'objectif de la Présidente... Alors qu'il y avait tant à faire avant, éditorialement et au niveau de l'emploi.

Certes, il devrait y avoir des embauches et le SNJ y participe en défendant les précaires du desk. Mais ces embauches seraient bien insuffisantes, et la saisine de notre organisation est toujours en discussion avec une direction qui reconnaît que le modèle économique de la 27 fait trop appel à une organisation basée sur le recours aux précaires !

Plus globalement, à France Info ou ailleurs, une seule certitude : il n'y aura pas plus d'argent. Ni pour les antennes, ni pour les salariés de l'entreprise.

La direction a été claire : l'enveloppe de la NAO (négociation annuelle obligatoire) a été divisée par deux cette année. Les augmentations seront donc réparties au compte-goutte. Pas d'augmentation générale en vue et le SNJ a refusé de signer l'accord "peau de chagrin" proposé par la direction.

Et les mauvaises nouvelles volent en escadrille. L'assemblée nationale pourrait examiner la réforme de l'audiovisuel public mi-avril. Le gouvernement veut aller au pas de charge deux jours avant des vacances parlementaires, ce qui laisserait peu de place au débat.

Bref, le plus grand flou règne aujourd'hui sur des salariés de l'entreprise dubitatifs sur leur avenir, entre future gouvernance et projet du gouvernement pour affaiblir l'audiovisuel public !

Paris, le 26 mars 2025